

Arrêté portant sur la levée de mise en demeure du 29 novembre 2022
prise à l'encontre de la société SARL Ardoisière de Dourgne, dont le siège social
est situé 6 Allée des Soupirs 48000 MENDE pour l'exploitation de l'ardoisière
exploitée sur la commune de Dourgne

Le Préfet du Tarn,

Vu le code de l'Environnement ;

Vu le décret président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de
Monsieur François Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;

Vu le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de
Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023 donnant délégation de signature à Monsieur
François PROISY, sous-préfet de Castres ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux
exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2022 mettant en demeure la société SARL
Ardoisière de Dourgne de respecter les dispositions des articles AP6 et DG11 de l'arrêté
préfectoral du 27 décembre 2004 ;

Vu la visite de l'inspecteur de l'environnement du 18 juillet 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 juillet 2023 proposant la levée
de la mise en demeure ;

Considérant que la société SARL Ardoisière de Dourgne a satisfait aux exigences de
l'arrêté de mise en demeure susvisé et qu'en conséquence il y a lieu de lever cette mise en
demeure ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture

ARRÊTE

Article 1 – L'arrêté préfectoral du 29 novembre 2022 mettant en demeure la société SARL
Ardoisière de Dourgne de respecter les dispositions des articles AP6 et DG11 de l'arrêté
préfectoral du 27 décembre 2004 est abrogé à compter de la notification du présent
arrêté.

Article 2 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3 :

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Dourgne en vue de l'information des tiers.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Dourgne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARL Ardoisière de Dourgne.

Fait à Albi le - 3 AOUT 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



François Proisy